



**NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA COMMUNE D'ORNEX**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
Lots n°1 et n°2**

**Date et heure limites de réception des offres**

**Le vendredi 21 août à 18h00**

## Table des matières

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales .....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition en lots.....	4
1.3 - Durée du marché.....	4
1.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	4
1.5 - Clause relative à l'insertion et à l'emploi de publics prioritaires .....	4
1.6 - Pérennité de l'emploi.....	6
1.7 - Protection de l'environnement.....	7
1.8 - Réparation des dommages.....	7
1.9 - Obligations diverses .....	7
1.10 - Confidentialité.....	7
1.11 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
Article 2 : Pièces contractuelles du marché.....	8
Article 3 : Forme du marché .....	8
Article 4 : Présentation des bons de commande.....	8
Article 5 : Délais d'exécution .....	9
Article 6 : Conditions d'exécution des prestations .....	9
6.1 - Mise en place initiale de l'organisation.....	9
6.2 - Exécution des services.....	9
6.3 - Modification des prestations .....	9
Article 7 : Opération de vérifications – décisions après vérification .....	9
7.1 - Vérifications .....	9
7.2 - Admission .....	10
Article 8 : Garanties financières.....	10
Article 9 : Avance .....	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
Article 10 : Prix du marché.....	11
10.1 - Forme du prix .....	11
10.2 - Variation des conditions économiques.....	11
Article 11 : Modalités de règlement des comptes.....	12
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	12
11.2 - Modalités de transmission des factures .....	12
11.3 - Délai global de paiement .....	14

11.4 - Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	14
Article 12 : Pénalités .....	14
12.1 - Pénalités de retard .....	14
12.2 - Pénalités pour prestation non faite .....	14
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	14
12.4 - Pénalité pour non-respect de l'emploi des produits et matériels d'entretien indiqués dans l'offre .....	15
12.5 - Pénalité pour non-respect du maintien en état conforme à l'état des lieux préalable .....	15
12.6 Pénalité pour déclenchement de l'alarme .....	15
12.7 Pénalité pour non présence aux visites de contrôle hebdomadaires.....	15
Article 13 : Assurances .....	15
Article 14 : Résiliation du marché .....	15
Article 15 : Droit et Langue .....	16
Article 16 : Dérogations au C.C.A.G./F.C.S. ....	17

## **Article premier : Objet du marché - Dispositions générales**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet des prestations de service de nettoyage des locaux de la commune d'Ornex. L'étendue exacte des prestations confiées au Titulaire est décrite dans le cahier des clauses techniques particulières.

Conformément à la charte de l'environnement, aux possibilités ouvertes par la réglementation et à sa délibération du 14 mai 2018 la commune d'Ornex souhaite promouvoir la protection de l'environnement et le développement durable.

La logique du développement durable préside à l'ensemble des prestations décrites au présent marché.

### **1.2 - Décomposition en lots**

Les prestations font l'objet de deux lots :

**Lot n°1** : Prestations de nettoyage courant et occasionnel des locaux et prestations occasionnelles en cantine scolaire.

**Lot n°2** : Prestations de nettoyage annuel des vitreries spécifiques.

### **1.3 - Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'une année à compter de la date de notification du marché.

Le marché est reconductible tacitement une fois sans que sa durée maximale ne puisse excéder deux ans. Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le marché en faisant part de sa décision au Titulaire, au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché ; dans le cas contraire, le marché est reconduit.

### **1.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché**

En cas de sous-traitance en cours d'exécution du marché le titulaire fournit l'acte spécial de sous-traitance. L'acte spécial mentionne, conformément à l'article [L2193-10 du code de la commande publique](#), les sous-traitants à payer directement (montant supérieur à 600 € TTC) :

- Nature des prestations sous-traitées,
- Nom, raison ou dénomination sociale, adresse du sous-traitant proposé,
- Les sommes maximales à verser au sous-traitant,
- Les modalités de paiement (RIB ...),
- Les capacités du sous-traitant,
- Déclaration du sous-traitant certifiant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

### **1.5 - Clause relative à l'insertion et à l'emploi de publics prioritaires**

Une clause relative à l'insertion et à l'emploi de publics prioritaires est imposée dans le cadre de l'exécution de ce marché.

La commune d'Ornex, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article R2111-10 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### *Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale et de promotion de l'emploi*

- les demandeurs d'Emploi de Longue Durée (inscrits depuis plus de 12 mois au Pôle Emploi),
- les demandeurs d'emploi de plus de 45 ans inscrits au Pôle Emploi,
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes ayant subi une peine privative de liberté ou en suivi judiciaire.

#### *Les modalités de mise en œuvre*

Deux solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- **Option 1** : L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché, en contrats aidés, en contrats en alternance,
- **Option 2** : Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou une Entreprise Adaptée (EA).

Nombre minimum d'heures à réaliser **20 % du temps de travail prévisionnel**

#### *Les modalités de contrôle*

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit, à chaque changement de situation (départ d'agents, nouveau recrutement), tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution de l'accord-cadre, la commune d'Ornex peut, à tout moment décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au paragraphe suivant.

En cas de départ prématuré d'une personne embauchée ou mise à disposition, l'entreprise sera tenue de le signaler sous 5 jours et s'engage à tout mettre en œuvre pour la remplacer dans des conditions identiques.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) la commune d'Ornex.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur peut annuler la clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

À l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la fin des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

### ***Pénalité pour non-respect de la clause sociale***

La non-réalisation des objectifs contenus au sein de cette clause par le titulaire sera sanctionnée sur simple constatation par la commune d'Ornex d'une pénalité de 2% du montant réalisé HT à compter du mois précédent la constatation du manquement.

## **1.6 - Pérennité de l'emploi**

### ***Reprise de personnel***

Le lot 1 implique l'obligation de reprise par le titulaire du personnel en place conformément à la convention collective nationale des entreprises de propreté du 1<sup>er</sup> juillet 1994 et notamment la disposition mentionnée à l'article 7 « Conditions de garantie de l'emploi et continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire ».

Une liste du personnel sera fournie aux candidats (annexe au CCTP) indiquant leur nombre, leur ancienneté, leur qualification.

Au début du marché, le titulaire établit la liste nominative du personnel avec détail du temps affecté au site, amené à intervenir, pour l'agrément préalable par la mairie conformément à l'organisation proposée et retenue dans les critères de sélection de l'offre.

Il collecte à cet effet les documents et renseignements complémentaires demandés par le maître d'ouvrage (certificats divers, photos d'identité, ...).

Cette liste, et l'ensemble des documents annexés, est ensuite tenue à jour par le titulaire. Elle est remise mensuellement à la mairie à chaque modification.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de récuser à tout moment toute personne portée sur cette liste et en informera immédiatement le titulaire.

Le titulaire met en place et contrôle un registre journalier mentionnant les heures d'entrée et de sortie des personnels intervenant dans le cadre du présent marché. Ce registre portera les noms des personnes, le titulaire vérifiant que toutes ces personnes ont bien reçu l'agrément du maître d'ouvrage.

Ce registre peut être consulté à tout moment par le maître d'ouvrage.

Le titulaire vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondante à sa mission, et a une bonne connaissance de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par le client.

Le titulaire a pour obligation de remplacer les personnes absentes de leur poste par un agent polyvalent.

### **Vêtements de travail**

Le titulaire veillera à ce que le personnel de nettoyage porte les équipements de sécurité et de protection appropriés.

Le personnel devra ainsi être revêtu d'une tenue professionnelle identifiée au nom de l'entreprise (haut ou combinaison de travail) et devra porter des chaussures de sécurité.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, ou s'il présente une tenue négligée, si les prestations ne peuvent alors être réalisées des pénalités pour prestation non faite pourront être appliquées.

### **1.7 - Protection de l'environnement**

En application de l'article R2311-8 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont décrites dans le CCTP.

### **1.8 - Réparation des dommages**

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **1.9 - Obligations diverses**

Le titulaire a une obligation de résultat et de moyens. Il est tenu de signaler tout problème rencontré pendant l'exécution des prestations et faire les suggestions qui amélioreront la qualité de sa prestation.

Les prestations doivent aboutir à une qualité satisfaisante au regard des critères, hygiène, confort, aspect, sécurité et développement durable. Le niveau de qualité est fonction de la nature des locaux et leurs équipements, des matériaux qui les constituent, de leur affectation, de la qualité des opérations de nettoyage.

### **1.10 - Confidentialité**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, études, informations et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent contrat.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la personne publique.

### **1.11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les commandes sont passées dans les conditions suivantes :

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande par lot signés par le Maire pour l'ensemble des prestations des lots 1 et 2.

Le délai d'exécution des prestations sera spécifié à chaque commande. Il part de la date de notification du bon de commande.

## **Article 2 : Pièces contractuelles du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes, par lots (A.E.),
- Les BPU/DQE,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.
- La liste du personnel (nombre, ancienneté, qualification).

## **Article 3 : Forme du marché**

Le lot 1 est un marché à bons de commande, dit accord-cadre, exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par la Mairie d'Ornex.

Il comporte un montant minimum et un maximum fixé pour une année d'exécution à :

- Montant minimum H.T. annuel : 50 000 euros HT
- Montant maximum H.T. annuel : 90.000 euros HT

Le lot 2 est un marché à bons de commande, dit accord-cadre, exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par la Mairie d'Ornex.

Il comporte un montant minimum et un maximum fixé pour une année d'exécution à :

- Montant minimum H.T. annuel : 1 000 euros HT
- Montant maximum H.T. annuel : 4 000 euros HT

## **Article 4 : Présentation des bons de commande**

Les bons de commande établis par la commune d'Ornex sont notifiés par écrit, ou par courrier électronique à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire s'engage à accuser réception du bon de commande, ce qui vaudra accord du titulaire.

Chaque bon de commande comporte au moins :

- Les prestations demandées,
- Le lieu concerné,
- Le jour et l'horaire des prestations,
- le prix HT et TTC de la commande,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro du marché.



## **Article 5 : Délais d'exécution**

L'attention des candidats est attirée sur l'importance des délais et des horaires fixés au cahier des clauses techniques particulières + annexes pour les prestations courantes du lot n°1.

Pour les prestations occasionnelles du lot n°1 et pour les prestations du lot n°2, les délais seront mentionnés au bon de commande.

## **Article 6 : Conditions d'exécution des prestations**

### **6.1 - Mise en place initiale de l'organisation**

La mairie d'Ornex impose au titulaire du marché, de prendre en compte les moyens prévisionnels en matériel pour assurer l'exécution des prestations, notamment la mise en place d'une organisation dès la date de notification du marché.

Cette mise en place doit respecter les principes définis au C.C.T.P. et être menée en concertation avec la mairie d'Ornex et l'établissement concerné.

### **6.2 - Exécution des services**

Les prestations de nettoyage courant décrites au lot n°1 s'exécutent de façon continue conformément à la fréquence définie au CCTP.

Les prestations occasionnelles du lot n°1 et les prestations du lot n°2 feront l'objet de bons de commande qui préciseront les dates et les prestations à réaliser ainsi que le lieu.

### **6.3 - Modification des prestations**

#### ***Modification du fait de la personne publique***

Des modifications de services peuvent être imposées par la personne publique en cours d'année conformément aux prix mentionnés dans l'acte d'engagement. Elles seront portées à la connaissance du titulaire au moins dix jours à l'avance.

#### ***Modification du fait du titulaire***

Toute modification résultant du fait du titulaire devra être portée par celui-ci à la connaissance de la personne publique et recevoir un accord écrit. Après validation par la collectivité, le coût résultant de cette modification fera l'objet d'un devis soumis à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

#### ***Clause de réexamen***

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié comme suit :

Tout prix nouveau nécessaire à l'exécution du marché non prévu au bordereau des prix pourra être intégré à ce dernier par un bordereau des prix complémentaires signé des deux parties, régularisé sous la forme d'un avenant.

## **Article 7 : Opération de vérifications – décisions après vérification**

### **7.1 - Vérifications**

Dans cet article il est fait application du chapitre V du CCAG-FCS.

#### ***Modalités de contrôle***

Des dispositions sont prévues afin vérifier les prestations du titulaire.

Des contrôles inopinés seront régulièrement réalisés par le service Technique de la Mairie

d'Ornex qui s'attachera à vérifier le respect des critères de nettoyage demandés. Une fiche de contrôle sera établie qui listera les anomalies éventuelles.  
Le prestataire doit par ailleurs disposer de sa propre procédure de contrôle.

### **Réfection**

Seules les prestations effectivement réalisées et exécutées conformément au cahier des charges donnent droit à paiement.

Conformément à l'article 25.3 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations de nettoyage ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché (inexécution partielle, fréquences de passage non respectées, non évacuation des ordures ménagères...), mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction de la facture du mois en cours, proportionnellement à l'importance des imperfections constatées dans la fiche de contrôle. Cette décision sera notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total. Les décisions de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été mis à même de présenter ses observations. En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau les prestations de nettoyage.

Les vérifications relatives au bon déroulement du service sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 23 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **7.2 - Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfection, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S par la Commune.

## **Article 8 : Garanties financières**

Aucune garantie financière n'est exigée.

## **Article 9 : Avance**

### **9.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **Article 10 : Prix du marché**

### **10.1 - Forme du prix**

Le présent marché est conclu aux prix unitaires figurant dans les BPU/DQE du lot considéré.

Ces prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres dues obligatoirement pour la prestation,
- Les impôts et redevances éventuels d'occupation du domaine public auxquels sont assujettis les services,
- Les emprunts contractés pour assurer le financement des biens nécessaires à l'exploitation,
- Les charges relevant des obligations d'assurances,
- Les indemnités qui pourraient être dues à des tiers à la suite de l'exécution des services ou de l'entretien des matériels, sauf action récursoire contre qui de droit,
- Les frais afférents à la rémunération du personnel en conformité avec la réglementation en vigueur,

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours d'exécution du marché, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de ses prix.

### **10.2 - Variation des conditions économiques**

Les prix sont révisibles à la date anniversaire du marché. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres (soit juillet 2020).

Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).

Les modalités de révision des prix sont fixées comme suit :

L'indice de référence choisi en raison de la nature des prestations pour la révision des prix est le suivant :

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public Prix de marché (l'indice est publié trimestriellement par l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546452>).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées à l'article R2112-13 du code des marchés publics, par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P_n = P_0 [0,15 + (0,85 \times I_n/I_0)]$$

dans laquelle :

- $P(n)$  est le prix révisé;
  - $P(0)$  est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro";
  - au dénominateur, figure la valeur du dernier indice connu au "mois zéro" ( $I_0$ );
  - au numérateur, figure la valeur du dernier indice connu au mois de révision des prix ( $I_n$ ).
- Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Dès que le titulaire est en mesure de calculer les nouveaux prix, il les transmet sans délai à la mairie d'Ornex accompagnés de la formule de calcul. À défaut, toutes factures intégrant des prix révisés seront rejetées pour absence de pièces justificatives.

La périodicité de la révision suit la période de reconduction annuelle.

## **Article 11 : Modalités de règlement des comptes**

### **11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S. Pour le lot n°1 le titulaire émet une facture mensuelle La facture récapitule les prestations effectuées, le lieu, les quantités.

Pour le lot n°2, la facture est émise pour chaque prestation et comporte la référence du bon de commande.

Le titulaire émet une facture électronique afin d'en obtenir le paiement à la mairie d'Ornex.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

### **11.2 - Modalités de transmission des factures**

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique exige la facturation électronique pour toutes les entreprises à compter du 1/1/2020.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le titulaire renseignera le n°SIRET de la mairie d'Ornex : 210 102 810 00012.

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement le cas échéant ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La commune se réserve le droit de refuser toute facture non conforme aux exigences du présent article.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **11.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de non-respect de ce délai, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

### **11.4 - Taxe sur la Valeur Ajoutée**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## **Article 12 : Pénalités**

La définition d'une prestation correspond à **une** opération de ménage. Ainsi, par exemple le nettoyage des tables de classes correspond à une prestation, et le nettoyage des sols des classes à une autre prestation.

### **12.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S et indépendamment d'une faute grave faisant l'objet de l'article 14 "Résiliation", les pénalités suivantes seront appliquées :

Retard dans l'exécution du service : sauf cas de force majeure, le prestataire, suite à la constatation d'irrégularités dans les horaires, en cours une pénalité pour les prestations mensuelles ou annuelles de 80 euros /jours à compter du constat.

Cette pénalité s'appliquera sans mise en demeure préalable.

Le retard doit être identifié ou constaté par une personne habilitée par la collectivité.

Les prestations quotidiennes ayant lieu le matin avant l'arrivée des usagers, aucun retard ne pourra être envisagé, des pénalités pour prestation non faite seront alors appliquées.

### **12.2 - Pénalités pour prestation non faite**

En cas de prestation non réalisée, le titulaire encourt une pénalité de 50 € H.T pour chaque prestation non faite, avec un maximum de 250 euros par constat.

En cas d'absence de prestation (absence de l'agent), le titulaire encourt une pénalité de 250€ H.T par site.

### **12.3 - Pénalité pour travail dissimulé**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Les pénalités sont exigibles quel que soit leur montant.

### **12.4 - Pénalité pour non-respect de l'emploi des produits et matériels d'entretien indiqués dans l'offre**

En cas de non emploi des matériels et des produits prévus dans le mémoire technique du titulaire ou des produits de substitution acceptés par le pouvoir adjudicateur ou en cas d'emploi des produits et des matériels en quantité insuffisante ou non conforme au cahier des charges, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par constat.

### **12.5 Pénalité pour déclenchement de l'alarme**

En cas de déclenchement intempestif de l'alarme dû à un agent d'entretien, la mairie d'Ornex se réserve le droit de déduire des factures du titulaire la somme de 80 euros H.T. par déclenchement (montant facturé par le prestataire de sécurité à la commune) majoré de 30 euros.

### **12.6 Pénalité pour non présence aux visites de contrôle hebdomadaires**

En cas d'absence lors de la visite de contrôle hebdomadaire de la qualité de la prestation (précisé dans le CCTP), le titulaire encourt une pénalité de 80 euros HT.

### **12.7 Pénalité pour non-respect des délais de transmission des documents**

En cas de non-respect des délais de transmission des documents (liste nominative du personnel employé notamment), le titulaire encourt une pénalité de 80 euros HT par jour de retard.

En cas de non-information du changement de personnel avec transmission de son identité et des justificatifs associés tel que mentionné à l'article 7 du CCTP le titulaire encourt une pénalité de 80 euros HT par jour de retard.

### Article 13 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### Article 14 : Résiliation du marché

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, le titulaire ne percevra pas d'indemnisation.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail et conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Outre les motifs de résiliation aux torts du titulaire prévus par l'article 32 du CCAG-FCS, la commune d'Ornex peut résilier pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- En cas d'infractions aux réglementations en vigueur.
- En cas de cession du bénéfice du marché à un tiers, sans autorisation préalable de la commune,
- En cas de méconnaissance des règles de sécurité de l'exploitant aux réglementations en vigueur,
- Si du fait du transporteur, une période d'interruption de tout ou partie d'un des services prévus au marché dure plus de 3 jours scolaires consécutifs ou s'il y a plusieurs périodes d'interruption non consécutives formant ensemble plus de 10 jours par année scolaire, sauf en cas dûment constaté de force majeure.
- D'une manière plus générale, en cas de non-respect des clauses du marché ou d'une mauvaise exécution du service pouvant entre autres mettre en danger la sécurité des personnes transportées ou en cas de manquements graves et répétés à la réglementation et au contrat.

### Article 15 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



#### **Article 16 : Dérogations au C.C.A.G./F.C.S.**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 12 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services,

L'article 14 déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.